

Art. 14. L'éditeur dont l'agrément a été retiré est tenu de maintenir le système avec lequel les titres-repas sous forme électronique peuvent être utilisés opérationnel durant une période de trois mois après le retrait de l'agrément, de sorte que les travailleurs puissent utiliser le solde restant de leur compte titres-repas et de sorte que les commerçants soient payés. Les mêmes principes valent pour le curateur en cas de faillite, compte tenu également des dispositions de l'article 2, 14°.

Art. 15. Cet article vise à clairement séparer du patrimoine de l'éditeur, les avoirs reçus des employeurs visant à rembourser la valeur des titres-repas électroniques.

Art. 16. Une évaluation du système est prévue trois ans après son entrée en vigueur.

Art. 17. Cet article règle l'entrée en vigueur.

Art. 18. Cet article précise quels sont les ministres chargés de l'exécution de l'arrêté royal

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
le très respectueux
et le très fidèle serviteur,
La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX
La Ministre de l'Emploi,
Mme J. MILQUET
La Ministre des P.M.E. et des Indépendants,
Mme S. LARUELLE
Le Ministre pour l'Economie et la Simplification administrative,
V. VAN QUICKENBORNE

Art. 14. De uitgever van wie de erkenning is ingetrokken dient gedurende een periode van 3 maanden na de intrekking van de erkenning het systeem waarmee de maaltijdcheques in elektronische vorm kunnen aangesproken worden operationeel te houden zodat de werknemers het resterende saldo op hun maaltijdchequerekening kunnen opgebruiken en de handelaars betaald kunnen worden. Dezelfde principes gelden voor de curator in geval van faillissement waarbij bovendien rekening gehouden dient te worden met de bepalingen van artikel 2, 14°.

Art. 15. Dit artikel strekt er toe de tegoeden ontvangen van de werkgevers ter vergoeding van de waarde van de elektronische maaltijdcheques duidelijk af te scheiden van het vermogen van de uitgever.

Art. 16. Er is een evaluatie van het systeem voorzien drie jaar na de inwerkingtreding ervan.

Art. 17. Dit artikel regelt de inwerkingtreding.

Art. 18. Dit artikel verklaart welke ministers met de uitvoering van het besluit zijn belast.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uw Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Werk,
Mevr. J. MILQUET
De Minister van K.M.O.'s en Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE
De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE, SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE, SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

F. 2011 — 868 (2010 — 3935)

[2011/201300]

12 OCTOBRE 2010. — Arrêté royal modifiant l'article 19bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. — Avis rectificatif

Au *Moniteur belge* n° 342 du 23 novembre 2010, troisième édition, page 72399, le document suivant doit être ajouté :

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent projet d'arrêté royal porte modification de l'article 19bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, afin de rendre possible l'utilisation de titres-repas électroniques.

Actuellement, 1,3 million de travailleurs bénéficient de chèques-repas sous forme papier. Environ 250 millions de ces titres sont distribués chaque année. Ce qui génère un impact négatif sur l'environnement, une logistique coûteuse ainsi que d'importantes tracasseries administratives.

Dès lors, l'introduction de titres-repas sous forme électronique offre de nombreux avantages.

Dans un premier temps, l'introduction de chèques-repas sous forme électronique enlèvera une lourde charge administrative aux entreprises qui doivent actuellement les envoyer par courrier, interne ou non, aux différents postes de travail ou établissements et les distribuer personnellement aux travailleurs qui doivent signer pour réception.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID, FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST INFORMATIE- EN COMMUNICATIETECHNOLOGIE

N. 2011 — 868 (2010 — 3935)

[2011/201300]

12 OKTOBER 2010. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 19bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. — Rechtzetting

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 342 van 23 november 2010, derde editie, bladzijde 72399 dient het volgende document te worden bijgevoegd :

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Voorliggend ontwerp van koninklijk besluit wijzigt artikel 19bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, om het gebruik van elektronische maaltijdcheques mogelijk te maken.

Thans ontvangen 1,3 miljoen werknemers papieren maaltijdcheques en jaarlijks worden er ongeveer 250 miljoen maaltijdcheques uitgereikt. Dat zorgt voor een negatieve invloed op het leefmilieu, een dure logistiek en veel administratieve last.

De invoering van maaltijdcheques in elektronische vorm biedt dan ook tal van voordelen.

In eerste instantie zal de invoering van maaltijdcheques in elektronische vorm een zware administratieve last wegnemen bij de bedrijven die de maaltijdcheques thans via de al dan niet interne post moeten versturen naar de verschillende werkposten of vestigingen en ze persoonlijk moeten verdelen onder de werknemers die moeten tekenen voor ontvangst.

Dans un second temps, les commerçants indépendants et le secteur de la distribution devraient réaliser une économie estimée à 25 millions d'euros car actuellement, ils doivent compter et trier les chèques qu'ils reçoivent, en contrôler la validité et les envoyer. Ce n'est que plusieurs semaines après que l'argent arrive sur leur compte. Avec le nouveau système, le commerçant devrait recevoir l'argent deux jours plus tard.

Dans un troisième temps l'arrivée du chèque-repas électronique permettrait d'éviter l'utilisation des 20 tonnes de papier nécessaires actuellement à la fabrication des chèques-repas sous forme papier. Sans compter les frais de transport et de distribution.

En outre, les chèques-repas électroniques seront fractionnables.

Enfin, contrairement au système actuellement en vigueur, l'utilisateur du chèque-repas électronique sera averti automatiquement de l'échéance proche de ses titres-repas.

Le présent projet prévoit un cadre réglementaire pour l'introduction du titre-repas électronique et détermine les conditions constitutives que le titre-repas sous forme électronique doit respecter pour ne pas être considérée comme la rémunération.

Commentaires par article

Article 1^{er}. Cet article adapte d'un côté l'arrêté royal au contenu du dispositif de l'arrêt de la cour du travail d'Anvers du 15 juin 2007 et d'un autre côté, cet article détermine les conditions auxquelles il doit être satisfait simultanément pour éviter que les titres-repas sous forme électronique ne soient perçus en tant que rémunération pour la perception des cotisations sociales.

1° L'introduction d'un nouvel alinéa dans le § 1^{er} a pour objectif d'adapter l'arrêté royal au contenu du dispositif de l'arrêt de la cour du travail d'Anvers du 15 juin 2007 qui autorise le cumul d'un titre-repas avec une indemnité de frais pour le même repas pour le même jour. Ce cumul est autorisé par l'introduction de ce 1° mais uniquement pour autant qu'il concerne des repas différents d'une même journée.

2° Concerne une adaptation textuelle par laquelle les titres-repas sous forme électronique sont également permis.

3° Concerne une adaptation textuelle destinée à mettre en accord la réalité d'un titre-repas sous forme électronique avec la réglementation en vigueur. Les titres-repas sous forme électronique ne sont pas remis au travailleur mais sont crédités sur son compte titres-repas.

Ce compte titres-repas est une banque de données dans laquelle un certain nombre de titres-repas sous forme électronique seront sauvegardés. Il ne s'agit donc pas d'un compte financier ou d'un compte en banque.

Un tel système permettra d'annihiler le risque de perte ou de destruction du chèque-repas.

4° Il est clarifié ici que les mentions obligatoires sur un titre-repas ne valent en toute logique que pour les titres-repas sur support papier.

5° Les titres-repas sur support papier qui ne font pas la mention obligatoire visée au § 2, 4^o, alinéa premier, sont considérés comme rémunération.

6° Comme c'est le cas pour les titres-repas sur support papier, les titres-repas sous forme électronique ne sont valables que trois mois. Le titre-repas est essentiellement une compensation pour un repas et ne peut par conséquent pas être considéré comme moyen général de paiement. Cela signifie dès lors que le titre-repas sous forme électronique peut être uniquement utilisé pour le paiement d'un repas ou pour l'achat d'alimentation prête à la consommation.

7° Cet article introduit un nouveau paragraphe contenant des conditions complémentaires auxquelles il doit être satisfait simultanément afin d'éviter que les titres-repas sous forme électronique ne soient considérés en tant que rémunération.

Il s'agit des conditions suivantes :

1. Chaque mois, le travailleur reçoit sur sa fiche de paie un décompte du nombre de titres-repas qui lui ont été attribués;

2. Cette condition est introduite dans le respect du principe de transparence qui veut que le travailleur puisse vérifier le solde ainsi que la durée de validité des titres-repas.;

3. Le libre choix entre titres-repas sur support papier ou sous forme électronique doit être garanti tant pour le travailleur que pour l'employeur. Ce choix est déterminé par des dispositions collectives, ou dans l'absence de celles-ci, par des dispositions individuelles.

In tweede instantie zouden de zelfstandige handelaren en de distributiesector naar raming 25 miljoen euro besparen omdat ze thans de cheques die ze ontvangen, moeten tellen en sorteren, de geldigheid ervan controleren en ze versturen. Pas na verscheidene weken krijgen ze het geld op hun rekening. Met het nieuwe systeem zou de handelaar het geld twee dagen later moeten ontvangen.

In derde instantie zou de invoering van de elektronische maaltijdcheque het mogelijk maken om 20 ton papier minder te verbruiken. Die 20 ton papier zijn thans nodig voor de productie van de papieren maaltijdcheques. En dan hebben we het nog niet gehad over de transport- en distributiekosten.

Bovendien zullen de elektronische maaltijdcheques fractioneerbaar zijn.

Tot slot zal de gebruiker van de elektronische maaltijdcheque automatisch worden verwittigd dat zijn maaltijdcheques gaan vervallen, wat niet het geval is in het huidige systeem.

Het voorliggend ontwerp legt het reglementair kader vast voor de invoering van de elektronische maaltijdcheque en bepaalt de constitutieve voorwaarden waaraan de maaltijdcheque in elektronische vorm dient te voldoen teneinde niet als loon beschouwd te worden.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1. Dit artikel past enerzijds het koninklijk besluit aan aan de inhoud van het beschikkend gedeelte van het arrest van het Arbeidshof van Antwerpen van 15 juni 2007 en anderzijds bepaalt dit artikel in de voorwaarden waaraan gelijktijdig moet worden voldaan om maaltijdcheques in elektronische vorm niet als loon te beschouwen voor het innen van sociale zekerheidsbijdragen.

1° De toevoeging van een nieuw lid in § 1 heeft tot doel het koninklijk besluit aan te passen aan de inhoud van het beschikkend gedeelte van het arrest van het Arbeidshof van Antwerpen van 15 juni 2007 dat de cumulatie van een maaltijdcheque en een kostenvergoeding voor dezelfde maaltijd voor dezelfde dag toestaat. Door de invoering van 1° wordt deze cumulatie aanvaard maar enkel voor zover het handelt om verschillende maaltijden van dezelfde dag.

2° Betreft een tekstuele aanpassing waarbij ook maaltijdcheques in elektronische vorm worden toegelaten.

3° Betreft een tekstuele aanpassing om de realiteit van een maaltijdcheque in elektronische vorm in overeenstemming te brengen met de vigerende reglementering. Maaltijdcheques in elektronische vorm worden niet overhandigd aan de werknemer maar wel gecrediteerd op zijn maaltijdchequerekening.

Die maaltijdchequerekening is een databank waarop een aantal maaltijdcheques in elektronische vorm zullen worden opgeslagen. Het betreft dus geen financiële rekening of een bankrekening.

Dergelijk systeem laat toe om het risico op verlies of vernietiging van de maaltijdcheque tot nul te herleiden.

4° Hier wordt duidelijk gemaakt dat de verplichte vermeldingen op een maaltijdcheque logischerwijze enkel gelden voor de maaltijdcheque op papieren drager.

5° Papieren maaltijdcheques zonder de verplichte vermeldingen van § 2, 4^o, eerste lid, worden als loon beschouwd.

6° Net zoals papieren maaltijdcheques zijn de maaltijdcheques in elektronische vorm drie maanden geldig. De maaltijdcheque is essentieel een vergoeding voor een maaltijd en mag dus niet beschouwd worden als een algemeen betaalmiddel. Derhalve betekent dit dat ook de maaltijdcheque in elektronische vorm slechts kan gebruikt worden ter betaling van een maaltijd of voor de aankoop van verbruiksklare voeding.

7° Dit artikel voegt een nieuwe paragraaf in met bijkomende voorwaarden waaraan gelijktijdig moet worden voldaan om maaltijdcheques in elektronische vorm niet als loon te beschouwen.

Het gaat om volgende voorwaarden :

1. Iedere maand ontvangt de werknemer op zijn loonfiche een afrekening van het aantal maaltijdcheques dat hem wordt toegekend;

2. Deze voorwaarde wordt ingevoerd met inachtneming van het transparantieprincipe volgens hetwelke de werknemer het saldo en de geldigheidsduur van de maaltijdcheques moet kunnen nakijken;

3. De vrije keuze tussen papieren en maaltijdcheques en maaltijdcheques in elektronische vorm moet zowel voor de werkgever als voor de werknemer zijn gewaarborgd. Deze keuze wordt geregeld via collectieve regelingen of, bij gebreke daarvan, via individuele regelingen.

Ce choix doit néanmoins avoir une certaine stabilité temporelle afin d'éviter des problèmes d'organisation. Il s'en suit que le choix de titre-repas sous forme électronique ainsi que les modalités pour le changement du mode de paiement des titres-repas doivent également être déterminés par des règlements collectifs. En l'absence d'un règlement collectif, le règlement supplétif détermine que le choix de titres-repas sur support papier ou sous forme électronique vaut pour au moins trois mois. Dans le respect de ce délai minimum, tant l'employeur que le travailleur peuvent modifier leur choix moyennant un délai de préavis d'un mois.

Vu la situation spécifique du secteur intérimaire, il a été prévu pour ce secteur qu'aussi bien le choix que les modalités de la réversibilité du choix ne peuvent être réglés que dans le cadre d'une convention collective de travail sectorielle préalable;

4. Contrairement à ce qui est le cas aujourd'hui pour les éditeurs de titres-repas sur papier, les titres-repas électroniques ne peuvent être proposés que par des éditeurs qui sont agréés conjointement par les Ministres qui ont dans leurs attributions les Affaires sociales, l'Emploi, les Indépendants et les Affaires économiques.

Les conditions d'agrément et les conditions de révocation de l'agrément sont fixées dans l'arrêté royal fixant les conditions d'agrément et la procédure d'agrément pour les éditeurs de titres-repas électroniques, mentionné aux articles 183 à 185, de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses.

5. L'introduction des chèques-repas électroniques ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner un coût pour le travailleur, sauf cas prévus dans l'arrêté royal.

Afin d'offrir davantage de sécurité juridique quant à la validité des titres-repas sous forme électronique émis par un éditeur dont l'agrément a été retiré ou supprimé, une période de transition a été prévue. A partir du moment où le retrait ou la suppression de l'agrément a été publié, les chèques-repas non utilisés mais toujours en cours de validité ne seront pas pour autant considérés comme de la rémunération pendant cette période de transition et ce malgré le fait que la condition prévue à l'article 1^{er}, § 3, 4^o de l'arrêté ne soit plus remplie. L'on évite ainsi que les travailleurs ne soient victimes du fait qu'un éditeur perde son agrément ou que celui-ci soit supprimé.

Art. 2. Le système des chèques-repas électroniques sera soumis à une évaluation trois ans après son entrée en vigueur.

Art. 3. Cet article fixe l'entrée en vigueur.

Art. 4. Cet article précise quels sont les ministres chargés de l'exécution de l'arrêté royal

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
le très respectueux
et le très fidèle serviteur,
La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX
La Ministre de l'Emploi,
Mme J. MILQUET

La Ministre des P.M.E. et des Indépendants,
Mme S. LARUELLE

Le Ministre pour l'Economie et la Simplification administrative,
V. VAN QUICKENBORNE

Deze keuze moeten wel een zekere stabiliteit in de tijd hebben om organisatorische problemen te vermijden. Daarom dient de keuze voor de maaltijdcheque in elektronische vorm alsook de modaliteiten van de verandering van de modaliteiten van uitbetaling van de maaltijdcheques eveneens geregeld worden via collectieve regelingen. Bij gebreke aan een collectieve regeling stelt de suppletieve regeling dat de keuze voor maaltijdcheques op papieren drager of in elektronische vorm voor minstens drie maanden geldt. Met respect voor deze minimumtermijn kan zowel de werkgevers als de werknemer zijn keuze veranderen, mits een opzegtermijn van een maand.

Omwille van de specifieke situatie van de uitzendsector wordt voorzien dat in die sector zowel de keuze als de modaliteiten van de omkeerbaarheid van de keuze enkel geregeld kunnen worden binnen het kader van een voorafgaande sectorale collectieve arbeidsovereenkomst;

4. In tegenstelling tot wat thans het geval is voor de uitgevers van papieren maaltijdcheques, kunnen de elektronische maaltijdcheques enkel worden aangeboden door uitgevers die gezamenlijk erkend zijn door de Ministers bevoegd voor Sociale Zaken, Werk, Zelfstandigen en Economische Zaken.

De erkenningsvoorwaarden en de voorwaarden voor de intrekking van de erkenning worden vastgesteld in het koninklijk besluit tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de erkenningsprocedure voor de uitgevers van elektronische maaltijdcheques, vermeld in artikelen 183 tot 185 van de wet van 30 december 2009 houdende diverse bepalingen.

5. De invoering van de elektronische maaltijdcheques mag geen kosten voor de werknemer teweegbrengen, behoudens in gevallen waarin het koninklijk besluit voorziet.

Teneinde meer rechtszekerheid te bieden omtrent de geldigheid van maaltijdcheques in elektronische vorm die werden uitgegeven door een uitgever wiens erkenning ingetrokken of vervallen is, werd voorzien in een overgangsperiode. Vanaf het ogenblik dat de intrekking of het verval van de erkenning bekendgemaakt is, zullen de niet-gebruikte maaltijdcheques die nog geldig zijn tijdens deze overgangsperiode niet als dusdanig als loon worden aanzien, ook al is er niet langer voldaan aan de voorwaarde van artikel 1, § 3, 4^o van het besluit. Op die manier wordt vermeden dat de werknemers slachtoffer worden van het feit dat een uitgever zijn erkenning verliest of dat zijn erkenning vervalt.

Art. 2. Het systeem van de elektronische maaltijdcheques zal drie jaar na de inwerkingtreding ervan worden geëvalueerd.

Art. 3. Dit artikel regelt de inwerkingtreding.

Art. 4. Dit artikel verklaart welke ministers met de uitvoering van het besluit zijn belast.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uw Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Werk,
Mevr. J. MILQUET
De Minister van K.M.O. en Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE